Zeitschrift: Actes de la Société jurassienne d'émulation

Herausgeber: Société jurassienne d'émulation

Band: 75 (1972)

Artikel: Approche des conditions socio-économiques dans le Jura à l'époque de la Première Internationale (1860-1880)

Autor: Rérat, Marcel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-685207

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

II. Le Jura à l'époque de la Première Internationale

APPROCHE DES CONDITIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES DANS LE JURA A L'ÉPOQUE DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE (1860-1880)

par Marcel Rérat

Dans le Jura, la période qui va de 1860 à 1880 apparaît comme une phase d'universelle transition tant dans le domaine économique et social qu'idéologique.

L'essor rapide et anarchique de l'horlogerie, qui double ses effectifs entre 1850 et 1870, est mis en question par les crises de 1866 et 1876 qui démontrent la nécessité d'une transformation structurelle des forces de production. D'autre part, la construction des chemins de fer jurassiens de 1867 à 1877 révolutionne les moyens de communication.

Parallèlement les anciennes structures sociales s'effritent: c'est autour de 1865 que s'achève, non sans difficultés, la classification des biens de bourgeoisie, tandis que l'introduction de l'impôt sur le revenu en 1866 révèle l'avènement des nouvelles couches sociales, la montée de la richesse avec une puissance toute neuve.

Le Kulturkampf enfin, qui débute en 1867 avec la réduction des fêtes chômées, l'interdiction de l'enseignement congréganiste et se poursuit après le premier concile du Vatican par la déposition de l'évêque en 1873, l'instauration d'un clergé d'Etat et l'établissement de l'état civil laïque, opère jusqu'en 1878 une vaste mobilisation idéologique dans le sens de la sécularisation. S'il affecte davantage le nord catholique du Jura, le sud toutefois, où s'affrontent partisans et adversaires du protestantisme libéral, n'est pas épargné.

Ainsi l'éclosion soudaine et le développement rapide de l'Internationale s'insèrent dans une société mouvante et bénéficieront largement de la masse des idées débattues dans les milieux bourgeois libéraux et progressistes.

En marge d'un travail, en préparation, sur la construction des chemins de fer et la révolution industrielle dans le Jura, voici quelques données

1) sur la croissance démographique et l'urbanisation du Jura,

2) sur le développement des transports et des communications,

3) sur la répartition de ses industries.

En conclusion, j'évoquerai l'attitude des différents partis politiques face aux problèmes sociaux.

*

Dans la seconde moitié du 19e siècle, on assiste en Europe à une forte augmentation de la population allant généralement de pair avec les progrès de l'industrialisation. Dans le Jura, la population passe de 58 000 habitants en 1818 à 88 000 en 1860 et à près de 100 000 en 1880, alors que Neuchâtel n'en compte que 80 000 environ, avec une forte poussée entre 1856 et 1860. Si en 1860, le district de Porrentruy précède celui de Courtelary, celui-ci le dépasse en 1880 avec quelque 25 000 habitants. Mais les divisions administratives rendent mal compte de la répartition véritable de la population et l'on peut dire que le Vallon de Saint-Imier présente la plus forte densité. En 1813, Saint-Imier est coiffé par Renan et Sonvilier, mais l'apparition de l'horlogerie et l'arrivée des proscrits des révolutions neuchâteloises provoquent un changement rapide et frappant. En 1860, avec près de 5000 habitants, Saint-Imier a quintuplé par rapport au début du siècle et comptera plus de 7000 habitants en 1880. Ce n'est que vers la fin du siècle qu'il sera dépassé par Porrentruy qui le cédera bientôt à Delémont. A l'époque qui nous occupe, il n'y a pas dans le Jura de grand centre urbain comparable à La Chaux-de-Fonds (avec ses 18 000 habitants) ou au Locle (qui en a 10 000). Dans le Vallon, ces villages populeux prennent pourtant des allures de bourgades et même de villes, comme le veulent les contemporains. Les grands incendies qui, à plusieurs reprises, réduisent en cendres la plupart des vieilles maisons à toit bas et à large façade de Saint-Imier et de Sonvilier, favorisent une vaste reconstruction dans le style terne qui aligne les maisons comme de grands cubes uniformes. 1857, ukase péremptoire: tous les fumiers doivent disparaître du bourg rebâti. 1866, Saint-Imier est parmi les premières localités qui s'éclairent au gaz en Suisse.

Les rythmes sociaux s'accélèrent et les associations politiques, professionnelles et de loisirs qui relaient les groupements traditionnels tels que les familles et les paroisses, multiplient les occasions de se réunir et attestent la vitalité civique et culturelle : section du Grütli, clubs, loges grande et petite (l'Union est fondée à Sonvilier en 1843). Le Cercle littéraire accueille des conférenciers étrangers, de la France voisine, petites gloires parisiennes, illustrations provinciales. Saint-Imier se trouve sur la route des compagnons itinérants dont on se plaint dès 1849, avec le reflux des proscrits et vagabonds

allemands. Ainsi du 22 février au 31 décembre 1879, le bureau local des pauvres de Moutier a secouru 872 compagnons et ouvriers. De ce nombre, 423 proviennent des différents Etats allemands, 27 de France, 26 d'Autriche, 8 de Russie, 1 du Monténégro. L'examen des rôles d'enregistrement de la passade indiquera peut-être les noms et le nombre de ceux qui se sont fixés dans le pays. En bref, si la population commence à converger autour des ateliers et bientôt des stations du chemin de fer, comme le révèlent le rapport bourgeois/habitants et la modification de la carte des confessions (le culte catholique se célèbre dès 1857 à Saint-Imier), l'on n'assiste pas à une concentration « hideuse et tentaculaire », mais à une urbanisation des campagnes qui accroît la qualité de la vie.

*

C'est tardivement, par rapport à l'Europe et à la Suisse, que s'opéra dans le Jura la révolution des transports, qui précéda sa révolution industrielle. Jusqu'en 1855 le Jura possédait une des routes de transit séculaires les plus importantes de la Suisse: la fréquence n'était supérieure à celle de Bienne à Bâle que sur la route de Berne à Zurich, et une circulation intense animait aussi la route de Bienne à La Chaux-de-Fonds par le Vallon. Entouré de tous les côtés par les chemins de fer, le Jura perdait le bénéfice de son trafic, plusieurs de ses industries périclitaient: il était menacé d'asphyxie.

Les années 1860 à 1870 sont remplies des luttes qu'eurent à soutenir les partisans des chemins de fer contre certaines communes rurales réfractaires à l'industrialisme utilitariste et surtout contre la majorité de l'Ancien Canton qui, disposant déjà de voies ferrées, manifestait peu d'empressement à en équiper le Jura. Ce n'est qu'en 1867 et pour d'impérieuses raisons économiques et surtout politiques (Porrentruy se trouvait (littéralement!) plus près de Paris que de Berne, Delémont s'orientait en direction de Bâle et Saint-Imier de Neuchâtel) que le Grand Conseil approuva, dans un premier temps, la construction des lignes Porrentruy-Delle et Bienne-Sonceboz-Les Convers. L'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand, qui faisait soudain de Porrentruy, à l'exclusion de Bâle, le débouché de l'Est français, accéléra l'exécution du réseau complet, achevé en 1877. L'Etat prit à sa charge 40 % des actions, le reliquat étant souscrit par des particuliers et surtout par les communes qui, lourdement obérées, furent obligées d'introduire un impôt communal.

A propos des chemins de fer, j'aimerais simplement souligner quelques aspects :

1) la construction occupa dans le Jura de nombreux ouvriers étrangers (Italiens, Alsaciens, Allemands de Bade et Wurtemberg,

Français) et Suisses alémaniques. En 1872, plus de 1000 travaillent à la voie entre Sonvilier et Les Convers. Voilà un fait, plusieurs interprétations, plusieurs lectures sont possibles:

- au niveau de l'histoire de l'Internationale, il faut signaler l'échec de James Guillaume à les mobiliser ; il en rend compte dans ses Souvenirs et indique les difficultés à toucher les milieux prolétarisés ou de ruraux fraîchement déracinés.
- au niveau de l'histoire locale, on incline à penser d'abord que cette arrivée massive pallie naturellement l'exiguïté du marché des bras régional. En réalité, d'après les rapports des préfets, on s'aperçoit que les compagnies préfèrent l'étranger aux gens du cru, en raison de ses moindres exigences. Evolution caractéristique qui corrobore et illustre la transformation des mentalités constatée dans le processus d'urbanisation.

2) l'ouverture des lignes (dès 1874 pour le Vallon) va recentrer les provinces jurassiennes, sortir les montagnes de leur isolement, mais c'est au détriment de la personnalité des communes, celles-là mêmes qui dessinent le modèle de cette fédération des communes autonomes, préconisée par les Internationaux. D'autre part, le trafic va s'orienter différemment. Bienne, devenu facilement accessible, constituera un pôle d'attraction qui tend à supplanter les villes neuchâteloises, sises en terre étrangère.

3) et dernière remarque, l'insertion dans le corps jurassien d'artères internationales va faire battre son cœur à un rythme croissant. Porrentruy est en 1913 la quatrième gare de Suisse pour l'importance du transit. Le retour de l'Alsace-Lorraine interrompt brusquement ce développement et Porrentruy, actuellement, avec ses monstres architecturaux échoués le long de l'avenue Cuenin, son Hôtel International qui s'est modestement abrégé en «Inter», ne conserve que les vestiges de sa prospérité d'antan.

*

Au milieu du 19e siècle, le Jura est une région agricole (avec les districts de Porrentruy, Delémont, Moutier et Laufon) et industrielle (avec ceux de Courtelary surtout, La Neuveville et les Franches-Montagnes). En 1860, des 43 000 personnes actives, 42 % appartiennent au secteur secondaire et, en 1880, plus de la moitié. A côté de l'horlogerie, branche principale, se trouvent des industries plus anciennes qui déclinent. Ainsi le tissage de la soie, pour le compte de fabricants bâlois, occupe accessoirement dans quelques communes du district de Moutier jusqu'à la moitié de la population. Des quatorze hauts-fourneaux existant en Suisse vers 1850, huit se trouvaient dans le Jura et spécialement dans la Vallée de la Birse. L'activité

de ce Creusot helvétique, considérable jusqu'en 1859, périclita dès les années 60. Au temps de la prospérité, il fallait près de 2500 ouvriers ; dans les années 70, il n'y en a plus que 200 à 300. En 1872, l'inspecteur des mines, Auguste Quiquerez, signale que les ouvriers mineurs ont fait quelques tentatives de grève pour obtenir une augmentation des salaires, particulièrement bas. Faute d'ouvriers du pays, ajoute-t-il, on a dû prendre un nombre assez considérable d'Italiens. Fait significatif ; en eût-il été de même en Valais à cette époque ?

L'industrie horlogère occupe plus du tiers de la population active en 1870 et ses effectifs ont doublé de 1850 à 1870 en passant de 6000 à 12 000 dont un tiers de femmes et près de la moitié dans le district de Courtelary, pour atteindre 20 000 personnes en 1888. Implantée dès le 18e siècle dans le Vallon de Saint-Imier, aux Franches-Montagnes et à La Neuveville, elle s'est répandue seulement dès les années 1840 en Ajoie et dans la Vallée de Moutier; Delémont est resté beaucoup plus réfractaire ainsi que le Laufonnais. L'histoire de cette expansion est celle de l'initiative individuelle s'exerçant dans un cadre régional ou même, et surtout, communal favorable. Pourquoi l'horlogerie a-t-elle prospéré à Saint-Imier alors qu'à Courtelary, qui présentait un site plus intéressant, elle a été bridée ? En étudiant le problème, on apprend qu'au moment où l'horlogerie prenait son essor dans le canton de Neuchâtel, plusieurs industriels de La Chaux-de-Fonds, voulant établir des fabriques d'ébauches ou des comptoirs d'horlogerie et ayant reconnu les avantages qu'offrait la localité, vinrent à Courtelary dans l'intention d'y acheter des chésaux. Mais la population purement agricole du village ne vit pas d'un bon œil ces étrangers qu'elle appelait dédaigneusement des *chires*. Aussi exigea-t-elle des prix tellement exagérés que ces industriels jugèrent inutile d'insister. Il y a là matière à recherches détaillées, car finalement l'histoire locale n'est-elle pas, comme le voulaient Lucien Febvre et Paul Leuilliot, ce singulier mélange de sociologie et de faits divers? La commune des Bois attira les horlogers en leur offrant de participer aux biens de bourgeoisie : ce qui ne l'engageait pas beaucoup, vu que ces biens étaient fort réduits. Bienne qui connaissait alors une croissance digne des boom towns américaines, promit une exonération d'impôts communaux pour trois ans.

La carte de l'implantation de l'horlogerie se superpose en 1867 à celle des sections de l'AIT. En dehors du Vallon de Saint-Imier, on trouve des sections dans les Franches-Montagnes (Les Breuleux, Les Bois), à Moutier et en Ajoie (Boncourt, Porrentruy).

Il existait une véritable hiérarchie entre les régions horlogères. Chacune se spécialisait plus ou moins et, tout en cherchant à produire elle-même des montres finies, elle restait toujours dépendante d'une autre pour telle ou telle fourniture. Le pôle majeur est La Chaux-de-Fonds dont dépend Saint-Imier qui sert de relais pour le reste du

Jura qui l'approvisionne en parties brisées. La suprématie de la métropole horlogère neuchâteloise perdurera dans le domaine commercial tandis que Bienne imposera progressivement sa collaboration au Jura dans le domaine technique, surtout après 1881, lorsque s'y ouvrira un bureau de contrôle des métaux précieux.

Vers 1860, le premier âge de l'horlogerie, celui de l'artisan-horloger complet, est depuis longtemps révolu, celui de l'établissage avec sa division extrême du travail (près de cent opérations en 1870) domine, celui des fabriques commence. Si environ deux tiers des horlogers travaillent à domicile au début des années 60 ou dans des ateliers de faible dimension, on constate que les fabriques d'ébauches du Jura rassemblent déjà des effectifs nombreux (jusqu'à 300 ouvriers). L'entreprise des Longines, la première à fabriquer dès 1866 la montre entière et par des procédés mécaniques, occupe en 1868 40 ouvriers et 400 en 1885. La statistique fédérale recense en 1882 36 établissements horlogers soumis dans l'ensemble du canton de Berne à la loi sur les fabriques avec plus de 4000 ouvriers contre seulement 7 dans le canton de Neuchâtel. Il semble en effet que les fabriques se soient développées dans les régions où l'industrie horlogère avait fait son apparition à date récente: dans le Jura nord et la zone de Bienne (ainsi, en 1867, seul le district de Courtelary répond favorablement à un questionnaire des préfets relatif à l'introduction du contrôle des montres).

Si en 1848 se termine l'âge d'or de l'horlogerie, marqué par une prospérité extraordinaire, la période suivante voit se poursuivre un développement intensif que perturbent toutefois les crises cycliques, en particulier celle de 1866/67 et surtout celle de 1876/78. (Les crises exercent une influence ambiguë sur l'Internationale, gonflant puis démobilisant ses effectifs.) Les petits patrons se sont multipliés imprudemment et la courbe des faillites dessine fidèlement l'amplitude du marasme, de même d'ailleurs que celle de l'émigration outre-mer. (Il faudra dresser l'état de la naissance et de la mort des entreprises). Les paysans horlogers abandonnent progressivement les travaux de la campagne (sauf dans les Franches-Montagnes), affaiblissant ainsi leur résistance à la crise. L'incidence de celle-ci est fonction de la qualification professionnelle ; le salaire aussi : en 1865, à Saint-Imier, le gain journalier approximatif varie entre 2 et 6 fr., la moyenne ne dépassant pas 4 fr. 50 à 5 fr., alors que 10 ans plus tôt elle était de 10 fr. Inversement, le salaire du journalier agricole s'oriente à la hausse, de même que le gain des artisans (souvent des étrangers) à la faveur de l'engouement pour l'horlogerie. En 1866 et surtout dès 1873, le problème des crises suscite un large débat dans la presse locale et un concours est ouvert par la Direction cantonale de l'Intérieur.

*

En conclusion, j'aimerais esquisser schématiquement l'attitude des différents partis face à la crise de l'horlogerie et plus largement à l'endroit du problème social.

Les conservateurs, défenseurs des biens de bourgeoisie, s'opposent tant à l'idéologie radicale qu'à l'Internationale qu'ils considèrent comme une secte de partageux, véritable phylloxéra social. Plus largement, ils se ferment à la société qui se construit sous leurs yeux. L'attitude de Mgr Bélet, ce prélat représentatif de l'Eglise catholique jurassienne du 19e siècle et dont M. l'abbé Marer vient de publier les Mémoires, est révélatrice : n'écrit-il pas que c'est l'effort constant du préfet Choffat « pour introduire l'horlogerie dans notre Jura qui a été une des causes principales de sa démoralisation et de sa ruine ». Certains conservateurs favoriseront toutefois, avec l'appui du clergé, les caisses mutuelles agricoles pour soulager la propriété foncière lourdement endettée et que le code Napoléon, en usage dans le Jura, a fractionnée à l'excès.

Les libéraux, en raison de leur implantation régionale et de leur origine sociale, se préoccuperont surtout de l'industrie. Pour eux, l'Etat doit manifester une grande activité créatrice en aménageant les cadres de la vie économique. Son action dans la construction des chemins de fer est décisive. Pour remédier aux crises de l'horlogerie, ils préconisent une intervention de l'Etat, plus curative sans doute que prophylactique : en 1867 on proposera au chômeur de travailler à l'ouverture de la route Saint-Imier – Les Franches-Montagnes ou de déblayer la neige ; plus tard, on créera une école d'horlogerie.

Quelle est la position de la Fédération jurassienne face à la crise horlogère ? Je m'appuierai surtout sur deux textes:

1) la grande enquête de 1867 réalisée par la section de Sonvilier qu'anime Adhémar Schwitzguébel,

2) une conférence de Spichiger de 1876.

On dénonce le marasme économique : l'origine des crises horlogères remonte à l'abolition des corporations et des jurandes qui étaient un gage de sécurité pour le travail, parce qu'elles limitaient la concurrence et que n'était pas qui veut fabricant d'horlogerie ou chef d'atelier. On ne faisait pas une foule de gâte-métier, d'ouvriers qui n'ont aucune idée des notions théoriques de leur état ni les connaissances pratiques nécessaires à l'exercice de leur profession. Avec l'institution des fabriques, le dernier coup serait porté à notre industrie nationale. Dans tous ces textes apparaît non pas tant une sorte de malthusianisme professionnel que la crainte d'une transformation de l'appareil de production qui ferait peser un danger mortel sur certains métiers. Il est significatif que les adhérents à l'Internationale se recrutent surtout parmi les ouvriers hautement

qualifiés du secteur horloger : monteurs de boîtes, graveurs et guillocheurs dont les métiers étaient les plus menacés par la surproduction des montres moins soignées et par la mécanisation. Sonvilier, berceau de la Fédération jurassienne de l'A. I. T. est, comme le montre une enquête de 1879, une localité où la fabrication des cadrans est relativement plus largement représentée que dans les autres communes.

Pour atténuer les difficultés en temps de crise, on préconise la fédération des métiers et, dans l'immédiat et provisoirement, la création de coopératives de consommation et de production. Dans ce domaine, l'Internationale, en dépit de la faiblesse de ses effectifs, a exercé une influence considérable. On assiste à l'éclosion de nombreuses sociétés coopératives et de mutuelles. Les caisses maladie passent dans le Jura de 5 à 25 entre 1865 et 1880. Près d'une vingtaine de caisses d'épargne volontaire ou forcée voient le jour durant la même période. En 1877, une société coopérative composée d'ouvriers rachète la fabrique de Pontenet. Près d'une douzaine de sociétés de consommation se constituent. Ce qui frappe, c'est l'extrême sensibilité des populations horlogères aux moindres variations du prix des subsistances. Une variation de 1 ou 2 centimes (de l'époque!) provoque une « grève du lait », le boycott de la boucherie locale et débouche souvent sur la création d'une boucherie ou d'une boulangerie sociales. On se plaint souvent dans le district de Courtelary que les denrées de première nécessité se vendent 10, 15 ou même 20% plus cher qu'à Porrentruy et à Saignelégier par exemple. D'après les rapports du préfet, ce district, qui ne produit que le quart de sa subsistance, importe son blé de France, et la courbe des prix du pain vendu par la boulangerie sociale reflète la conjoncture française. Mais seule une comparaison avec la mercuriale de chaque district permettra de tirer des conclusions.

Dans le progrès de l'association et de la coopération, il est difficile de faire le départ entre l'influence de l'Internationale et celle du radicalisme, de cette génération de radicaux qui prend la relève à la mort de Stockmar, génération moins opportuniste et plus doctrinaire. Des hommes comme Jolissaint et Frossard se situent très à gauche. Jolissaint, premier président de la section internationale coulleryste de Saint-Imier en 1867, dirigera en compagnie de Garibaldi le Congrès de la Paix à Genève et Frossard, membre lui aussi de l'Internationale, sera contraint à démissionner du Gouvernement pour avoir manifesté trop de sympathie à la commémoration, quelque peu tumultueuse, de la Commune organisée à Berne par l'Internationale, le 18 mars 1877. L'influence antérieure du mutualisme proudhonien (Proudhon notre voisin bisontin!) et des sociétés allemandes n'est pas à négliger. La presse radicale d'ailleurs ouvre ses colonnes aux communiqués de l'A. I. T. et de la Fédération, plus largement dans le « Jura bernois » édité à Saint-Imier que dans le « Jura » de Porrentruy. Le quasi « monochromisme » radical du district de Courtelary

(en regard du reste du Jura, plus contrasté) fournit certainement un facteur d'explication à l'implantation privilégiée et durable de l'AIT. Mais seules des recherches de sociologie électorale permettront d'étayer cette hypothèse et d'en savoir davantage sur une éventuelle participation des Internationaux aux élections et votations.

En répondant à Brousse et Schwitzguébel qui avaient pris la parole à l'assemblée populaire convoquée à Saint-Imier le 4 février 1877, en vue de la révision de la constitution cantonale, Jolissaint résume la divergence fondamentale :

> « Plus d'Etat, dites-vous. Que voulez-vous donc ? des patriarches ? Et votre commune autonome sera-t-elle la commune russe avec le collectivisme ? Si c'est là votre idéal, nous n'en voulons rien ».

Ainsi les radicaux ont opté finalement pour l'Etat et sa puissance.